

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

En soumettant une offre, le soumissionnaire accepte pleinement et sans restriction les conditions particulières et générales régissant le marché comme seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente, auxquelles il renonce par la présente. Les soumissionnaires sont tenus d'examiner attentivement et de respecter toutes les instructions, formulaires, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans le présent dossier d'appel d'offres. Le fait de ne pas présenter une offre contenant toutes les informations et la documentation requises dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre. Il ne peut être tenu compte d'une quelconque réserve dans l'offre en ce qui concerne le dossier d'appel d'offres ; Toute réserve peut entraîner le rejet immédiat de l'offre sans autre évaluation.

Les présentes instructions fixent les règles de soumission, de sélection et d'exécution des marchés financés dans le cadre du présent appel d'offres, conformément aux dispositions du guide pratique, applicable au présent appel (disponible sur internet à l'adresse suivante : <https://wikis.ec.europa.eu/spaces/ExactExternalWiki/pages/152798604/ePRAG>).

PARTIE GÉNÉRALE

1. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Les soumissionnaires peuvent soumissionner **pour un seul lot et ne sont autorisés à présenter qu'une seule offre.**

Horaire:

	DATE	HEURE*
Visite du site	31 janvier 2026	de 10h00 à 16h00
Date limite pour demander toute information complémentaire au pouvoir adjudicateur	20 février 2026	12h00
Date limite à laquelle des informations complémentaires sont délivrées par le pouvoir adjudicateur	27 février 2026	-
Date limite de soumission des offres	08 mars 2026	23h59

* CET, Fuseau horaire d'Europe centrale

2. FRAIS D'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supportera tous les frais liés à la préparation et à la soumission de l'offre. Le pouvoir adjudicateur ne sera en aucun cas responsable de ces coûts, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable des dépenses ou des pertes subies par le soumissionnaire lors des visites et inspections sur place ou de tout autre aspect de son offre, ni ne les couvre.

3. SITE INSPECTION

Une visite sur place aura lieu par l'autorité contractante à la date, **le 31 janvier 2026 de 10h00 à 16h00 à Malolo II.**

Le procès-verbal de la visite sur site sera envoyé aux soumissionnaires présents lors de la visite¹.

DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

4. CONTENU DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Les soumissionnaires sont seuls responsables de l'examen minutieux des documents d'appel d'offres, y compris les documents de conception disponibles pour inspection et toute modification apportée aux documents d'appel d'offres émis pendant la période d'appel d'offres, et d'obtenir des informations fiables concernant toutes les conditions et obligations qui peuvent affecter de quelque manière que ce soit le montant ou la nature de l'offre ou l'exécution des travaux. Dans le cas où le soumissionnaire est retenu, aucune demande de modification du montant de l'offre ne sera acceptée sur la base d'erreurs ou d'omissions dans les obligations du soumissionnaire décrites ci-dessus.

5. EXPLICATIONS CONCERNANT LES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Les soumissionnaires peuvent soumettre des questions par écrit jusqu'à 15 jours avant la date limite de soumission des offres, en précisant la référence de la publication et l'intitulé du marché, à l'adresse suivante :

À : gareappalti@iamb.it
cc : moroni@iamb.it ; laera@iamb.it ; azzone@iamb.it

Le pouvoir adjudicateur n'a aucune obligation de fournir des informations supplémentaires après cette date. Toute clarification du dossier d'appel d'offres sera communiquée simultanément à tous les soumissionnaires au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de soumission des offres.

6. MODIFICATIONS DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Le pouvoir adjudicateur peut modifier le dossier d'appel d'offres jusqu'à **8 jours** calendaires avant la date limite de soumission des offres.

Toute modification du dossier d'appel d'offres sera communiquée simultanément et par écrit à tous les soumissionnaires.

Le pouvoir adjudicateur peut, si nécessaire et conformément à l'article 12, prolonger la date limite de soumission des offres afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte des modifications lors de la préparation de leurs offres.

¹ Le procès-verbal doit être conforme aux exigences en matière de protection des données, point 21 de la présente annexe.

PRÉPARATION DES APPELS D'OFFRES

7. LANGUE DES APPELS D'OFFRES

L'offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents relatifs à l'offre échangés entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur doivent être rédigés dans la langue de la procédure, à savoir le français.

8. CONTENU ET PRÉSENTATION DE L'OFFRE

Toutes les offres doivent comprendre les informations et documents dûment complétés suivants :

- **Formulaire d'offre :**

- Le document « *2 Formulaire d'offre et Déclaration sur l'honneur concernant les critères d'exclusion et de sélection* » (Section 2 du Dossier A), dûment complété, comprenant la déclaration du soumissionnaire (point 3);

- **Preuves des critères d'éligibilité et de sélection :**

- Le document « *3 Formulaire d'identification* » (Section 3 du Dossier A), à compléter conformément à la section 10 de l'*Avis de marché*, accompagné des copies des documents les plus récents attestant du statut juridique et du lieu d'immatriculation du siège du soumissionnaire ;
- Le document « *3 Capacité financière* » (Section 3 du Dossier A), à compléter conformément à la section 14.a de l'*Avis de marché* ;
- Le document « *3 Capacité technique et professionnelle* » (Section 3 du Dossier A), à compléter conformément à la section 14.b de l'*Avis de marché* ;

- **Offre financière du candidat :**

- Le documents « *Offre financière* » du Dossier D.

La ventilation du prix global forfaitaire ne déroge en aucune manière à la clause selon laquelle, dans un marché à forfait, le montant total du contrat demeure fixe indépendamment des quantités de travaux réellement exécutées. Les prix indiqués dans le fichier « *Offre financière* » du Dossier D sont réputés avoir été déterminés sur la base des conditions en vigueur 30 jours avant la date limite de soumission des offres.

- **Offre technique du candidat :**

- avoir réalisé au moins **1 (un) projet** de même nature/montant/complexité que les œuvres concernés par le lot de soumission dans le cadre du présent Appel d'Offre, et mis en œuvre dans le délai suivant : **au cours des trois (03) dernières années** qui précèdent la date limite de dépôt des soumissions. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des copies des certificats de réception finale signés par les maîtres d'œuvre des projets concernés ;

- avoir une expérience avérée de marchés de travaux à titre d'entrepreneur. A ce titre, il doit fournir **la liste des travaux exécutés au cours des cinq (5) dernières années**, accompagnée des certificats de bonne exécution des travaux les plus importants ou attestés par une déclaration sur l'honneur ;
- une liste du personnel proposé pour l'exécution du contrat, accompagnée des CV du personnel clé « *4 CV Personnel clé* » (Section 4 du Dossier A) ; notamment, le candidat doit établir qu'il dispose au moins du personnel pour les positions-clés suivantes :

Numéro	Position	Expérience globale en travaux (années)	Expérience dans des travaux similaires (années)
1	Chef de projet (Ingénieur bâtiment tout corps d'état - TCE)	08 ans	05 ans
2	Conducteur des travaux TCE	07 ans	04 ans
3	Chef de chantier (Ingénieur bâtiment - TCE)	06 ans	04 ans
4	Chef d'équipe gros œuvres (Technicien supérieur -Bâtiment)	06 ans	04 ans
5	Électricien (Technicien supérieur)	05 ans	03 ans
6	Plombier (Technicien supérieur)	04 ans	02 ans

- une référence aux techniciens ou aux organismes techniques mis à la disposition de l'opérateur économique, qu'ils lui appartiennent directement ou non, notamment ceux chargés du contrôle de la qualité. Ces références doivent préciser les compétences techniques, les qualifications professionnelles et l'expérience pertinente des techniciens ou organismes concernés, ainsi que la nature de leur intervention dans le cadre de l'exécution du marché. Le cas échéant, les modalités de recours à des organismes externes et les mécanismes de coordination et de contrôle mis en place par l'opérateur économique doivent également être indiqués.
- un état détaillé de l'effectif annuel moyen et de l'effectif de direction de l'opérateur économique **au cours des trois dernières années** est requis. Cet état précise, pour chaque année considérée, le nombre total de salariés, la répartition par catégories professionnelles (personnel d'encadrement, personnel technique, personnel administratif et personnel d'exécution), ainsi que l'effectif de direction impliqué dans la gestion et le pilotage des activités de travaux.
- Une liste des équipements et matériels proposés pour l'exécution du contrat « *4 Équipements* » (Section 4 du Dossier A). Les descriptions doivent démontrer la capacité du soumissionnaire à réaliser les travaux et doivent inclure au moins les matériels suivants.

Numéro	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimum requis
1	Bétonnière	01
2	Vibreurs	01
3	Camion benne	01
4	Chargeur	01
5	Véhicule de liaison	01
6	Outillage nécessaires	-
7	Cartes grises	-

- une présentation détaillée de la mise en œuvre du système de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement, qui doit être fondé sur une planification centralisée des approvisionnements, un contrôle des fournisseurs et un suivi logistique continu. Les matériaux de construction sont sélectionnés auprès de fournisseurs sur la base de critères de conformité technique, de délais de livraison et de respect des normes environnementales et sociales applicables. Un registre de suivi des commandes et des livraisons est tenu à jour, permettant la traçabilité des matériaux depuis le fournisseur jusqu'au chantier. Les livraisons sont vérifiées à réception par le responsable de chantier et font l'objet de contrôles quantitatifs et qualitatifs. Tout écart constaté fait l'objet de mesures correctives documentées, afin d'assurer la continuité des travaux et le respect du calendrier contractuel ;
- une description détaillée des mesures de gestion environnementale visant à promouvoir un système intégré de gestion du chantier afin de minimiser l'impact négatif des activités de construction sur l'environnement, en mettant l'accent sur la prévention et le contrôle des pollutions (bruit, poussières, eaux), la gestion appropriée des déchets et des terres excavées (tri, stockage temporaire, valorisation/élimination), la protection des sols et des ressources hydriques, ainsi que la formation du personnel, soutenue par des responsables dédiés et un suivi continu ;
- un plan de travail proposant une description sommaire des principales activités « *4_Plan et Programme de travail* » (Section 4 du Dossier A), indiquant la séquence et le calendrier proposé pour la mise en œuvre des tâches.

• **Pouvoir de signature :**

- Le document « *2_Procuration* » (Section 4 du Dossier A), uniquement dans le cas des consortiums;
- L'offre doit être signée par une ou plusieurs personnes dûment habilitées par le pouvoir de signature soumis

• **Identification financière :**

- Le document « *3_Formulaire d'identification* » (Section 3 du Dossier A)

• **Attestations justifiant la conformité à la réglementation congolaise :**

- Les attestations justifiant que le candidat satisfait à ses obligations à l'égard de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), de la Direction Départementale des Impôts, de la Direction Départementale du Travail et de l'Office nationale de l'emploi et de la main d'œuvre (ONEMO), la patente de l'année en cours,

l'agrément, le certificat de non faillite, redressement et liquidation judiciaire l'attestation du régime d'imposition, le certificat de résidence fiscale, le certificat de moralité, l'extrait du registre de commerce, le certificat d'immatriculation SCIET, le certificat d'immatriculation SCIEN.

Exigences supplémentaires pour les offres présentées par un groupement / consortium :

- L'offre doit inclure toutes les informations exigées ci-dessus pour chaque membre du groupement / consortium ainsi que les données récapitulatives relatives à l'exécution des travaux par le soumissionnaire.
- L'offre doit être signée de manière à engager légalement tous les membres. Un membre doit être désigné comme mandataire, désignation confirmée par la soumission de pouvoirs dûment signés par les représentants légalement habilités de chaque membre. Voir le document «2_Procuration» (Section 4 du Dossier A) et le *Formulaire d'offre*.
- Tous les membres du groupement / consortium s'engagent à rester dans le groupement pour toute la durée d'exécution du contrat. Voir la déclaration dans le *Formulaire d'offre*.

9. PRIX DE L'APPEL D'OFFRES

La devise de l'appel d'offres est le Francs CFA (XAF), ainsi que sa conversion en Euro.

Le soumissionnaire doit fournir une ventilation du prix forfaitaire en FCFA et sa conversion Euros. Le prix de l'appel d'offres doit couvrir l'ensemble des travaux décrits dans le dossier d'appel d'offres. Aucun paiement ne sera effectué pour les articles qui n'ont pas été chiffrés; Ces articles seront réputés être couverts par d'autres articles lors de la ventilation du prix forfaitaire.

10. PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les offres doivent rester valables pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de soumission des offres indiquée dans l'avis de marché, l'invitation à soumissionner ou telle que modifiée conformément à l'article 6 et/ou 12.

L'adjudicataire doit maintenir son offre pendant 60 jours supplémentaires. La période supplémentaire s'ajoute à la période de validité quelle que soit la date de notification.

REMISE DES OFFRES

11. REMISE DES OFFRES

11.1 Les offres doivent être envoyées à l'autorité contractante avant la date limite spécifiée dans le calendrier (point 1). Elles doivent inclure tous les documents indiqués au point 8 des présentes Instructions et être transmises à l'adresse suivante :

- Par courrier postal ou par service de messagerie – dans ce cas, la preuve de la remise sera constituée par la date de livraison à :

CIHEAM Bari – Bureau en République du Congo
Mont Fleuri – Dolisie ; Département du Niari ; République du Congo
À l'attention de Mme. Clelia Moroni

AREA AFRICA Congo – Chef de projet
https://maps.app.goo.gl/yoHdD17ZjXLP7TuL6?g_st=aw

- Par dépôt manuel effectué par le soumissionnaire lui-même ou par un mandataire, directement dans les locaux de l'autorité contractante contre remise d'un accusé de réception signé et daté ; dans ce cas, la preuve sera constituée par ce reçu, à :

CIHEAM Bari – Bureau République du Congo

Mont Fleuri – Dolisie ; Département du Niari ; République du Congo

À l'attention de Mme. Clelia Moroni

AREA AFRICA Congo– Chef de projet

https://maps.app.goo.gl/yoHdD17ZjXLP7TuL6?g_st=aw

Les offres doivent respecter les conditions suivantes :

- Chaque enveloppe contenant les documents de l'offre doit porter **la référence de l'appel d'offres** et être soigneusement **scellée**.
- Chaque enveloppe contenant les documents de l'offre doit également comprendre une **copie électronique** des mêmes documents enregistrée sur une **clé USB**.

11.2 Toutes les offres doivent être soumises en un original, dûment signée dans toutes ses parties.

11.3 Les représentants locaux du CIHEAM Bari paraphent les enveloppes contenant tous les originaux de ces offres.

Le comité d'évaluation doit s'assurer que l'offre satisfait à l'ensemble des conditions de forme. Si ce n'est pas le cas, elle peut être considérée comme irrecevable et rejetée. Tout rejet fondé sur ces motifs devra être dûment justifié dans le rapport d'évaluation.

12. PROLONGATION DE LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission des offres lorsqu'il émet une modification. Dans ce cas, tous les droits et obligations du pouvoir adjudicateur et du soumissionnaire concernant la date initiale indiquée dans l'avis de marché seront soumis à la nouvelle date.

13. APPELS D'OFFRES TARDIFS

Toutes les offres reçues après la date limite de soumission spécifiée dans les présentes instructions seront conservées par le pouvoir adjudicateur.

Aucune responsabilité ne peut être acceptée en cas de livraison tardive des offres. Les offres tardives seront rejetées et ne seront pas évaluées.

14. MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leurs offres par notification écrite avant la date limite ci-dessus. Aucune offre ne peut être modifiée après la date limite de soumission. Les désistements doivent être inconditionnels et mettre fin à toute participation à la procédure d'appel d'offres.

Toute notification de modification ou de retrait doit être préparée et soumise conformément à la Clause 11 ci-dessus, et l'enveloppe doit également porter la mention « modification » ou « retrait », selon le cas.

OUVERTURE ET ÉVALUATION DES OFFRES

15. OUVERTURE DES OFFRES

La séance d'ouverture devrait avoir lieu au moins une semaine après la date limite de soumission des offres.

16. ÉVALUATION DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à un soumissionnaire de clarifier toute partie de l'offre que le comité d'évaluation pourrait juger nécessaire à l'évaluation de l'offre. Ces demandes et les réponses qui y sont données doivent être faites par écrit. Ils ne peuvent en aucun cas modifier ou tenter de changer le prix ou le contenu de l'offre, sauf pour corriger des erreurs arithmétiques découvertes par le comité d'évaluation lors de l'analyse des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier les informations fournies par le soumissionnaire si le comité d'évaluation l'estime nécessaire.

L'évaluation des offres sera effectuée conformément à la section 5.3.9.4 du guide pratique.

La **méthodologie spécifique appliquée** est décrite à l'annexe « 5_Evaluation des offres », section 5, dossier A.

16.1 Examen de la conformité administrative des offres

Le comité d'évaluation vérifiera que chaque offre :

- a été correctement signé ;
- tous les éléments de la grille de conformité administrative sont acceptables ;
- dispose d'une documentation et d'informations complètes ;
- est conforme pour l'essentiel aux exigences de ces documents d'appel d'offres.

16.2 Examen des critères de sélection

Le comité d'évaluation vérifiera si les soumissionnaires répondent aux critères d'éligibilité et de sélection.

16.3 Évaluation technique

Le comité d'évaluation analysera la conformité technique des offres par rapport aux spécifications techniques, en les classant comme techniquement conformes ou non conformes.

16.4 Évaluation financière

Une fois l'évaluation technique terminée, le comité d'évaluation vérifie que les offres financières ne contiennent pas d'erreurs arithmétiques. Lors de l'analyse de l'offre, le comité d'évaluation déterminera le prix final de l'offre après l'avoir ajusté sur la base de l'article 17.

16.5 Critère d'attribution

Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée sur la base du **meilleur rapport qualité/prix**, avec une pondération de **70 % pour la qualité technique** et de **30 % pour le prix**.

Seules les offres techniquement acceptables sont admissibles à l'évaluation financière (5_Evaluation des offres », section 5, dossier A).

16.6 Pièces justificatives exigées de l'attributaire

À tout moment au cours de la procédure de passation de marché et avant l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur peut demander des preuves documentaires du respect des critères d'exclusion et des critères de sélection énoncés dans les présentes instructions. Veuillez noter qu'une demande de preuves n'implique en aucun cas que le soumissionnaire a été retenu. **Tous les soumissionnaires sont invités à préparer à l'avance les documents relatifs aux preuves, car ils peuvent être invités à fournir ces preuves dans un délai court.** En tout état de cause, le soumissionnaire proposé par le comité d'évaluation pour l'attribution du marché sera invité à fournir ces preuves dans un délai très court.

Sur demande, en ce qui concerne les critères d'exclusion, les soumissionnaires doivent être en mesure de fournir les **preuves documentaires** ou les déclarations requises en vertu de la législation du pays dans lequel l'entreprise (ou, pour les consortiums, chacune des entreprises) est établie, afin de démontrer qu'elle ne relève d'aucune des situations d'exclusion énumérées à la section 2.6.10.1. du guide pratique.

Ces preuves, documents ou déclarations doivent être datés, au plus un an avant la date de soumission de l'offre.

Les documents susmentionnés doivent être soumis pour chaque membre d'une coentreprise/consortium, tous les sous-traitants et chaque entité fournissant des capacités.

Le pouvoir adjudicateur peut dispenser tout soumissionnaire de l'obligation de présenter les pièces justificatives visées ci-dessus si ces pièces ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché, à condition que la date de délivrance des documents n'excède pas un an et qu'ils soient toujours valables. Dans ce cas, le soumissionnaire doit déclarer sur l'honneur que les preuves documentaires ont déjà été fournies lors d'une procédure de passation de marché antérieure et confirmer que sa situation n'a pas changé.

Lorsque les preuves documentaires présentées sont rédigées dans une langue officielle de l'Union européenne autre que celle de la procédure, il est fortement recommandé de fournir une traduction dans la langue de la procédure, afin de faciliter l'évaluation des documents.

Le fait de ne pas fournir de pièces justificatives valables à la demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur entraîne le rejet de l'offre pour l'attribution du marché, à moins que le soumissionnaire ne puisse justifier l'absence par l'impossibilité matérielle.

17. CORRECTION DES ERREURS

Les éventuelles erreurs dans l'offre financière seront corrigées par le comité d'évaluation comme suit :

- en cas d'écart entre les montants chiffrés et les montants exprimés en lettres, le montant exprimé en toutes lettres prévaudra ;

- À l'exception des contrats à somme forfaitaire, en cas d'écart entre un prix unitaire et le montant total dérivé de la multiplication du prix unitaire et de la quantité, le prix unitaire tel qu'il est indiqué prévaudra.

Le montant indiqué dans l'offre sera ajusté par le comité d'évaluation en cas d'erreur, et le soumissionnaire sera lié par ce montant ajusté.

ATTRIBUTION DU CONTRAT

18. NOTIFICATION D'ATTRIBUTION, CLARIFICATIONS DU CONTRAT

Avant l'expiration de la période de validité des offres, le pouvoir adjudicateur notifiera par écrit au soumissionnaire retenu que son offre a été sélectionnée et attirera son attention sur toute erreur arithmétique corrigée au cours du processus d'évaluation. Cette notification peut prendre la forme d'une invitation à clarifier certaines questions contractuelles qui y sont soulevées, auxquelles le soumissionnaire doit être prêt à répondre. Cette clarification se limitera aux questions qui n'ont pas eu d'incidence directe sur le choix de l'offre retenue. Le résultat de ces clarifications sera présenté dans un mémorandum de clarifications, qui sera signé par les deux parties et incorporé au contrat.

En soumettant une offre, chaque soumissionnaire accepte de recevoir notification du résultat de la procédure par voie électronique. Cette notification est réputée avoir été reçue à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur l'adresse électronique visée dans l'offre.

L'adjudicataire sera informé par écrit de l'acceptation de son offre (notification d'attribution).

19. SIGNATURE DU CONTRAT

Dans les 30 jours suivant la réception du marché déjà signé par le pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire sélectionné doit signer et dater le contrat et le retourner au pouvoir adjudicateur. À la signature du contrat, l'adjudicataire devient l'entrepreneur et le contrat entre en vigueur.

S'il ne signe pas et ne renvoie pas le contrat dans les 30 jours suivant la réception de la notification, le pouvoir adjudicateur peut considérer l'acceptation de l'offre comme annulée sans préjudice du droit du pouvoir adjudicatif de réclamer une indemnité ou d'exercer tout autre recours à l'égard de ce manquement, et le soumissionnaire retenu n'aura aucun droit de quelque nature que ce soit à l'égard du pouvoir adjudicateur.

20. ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES

En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires en seront informés par le pouvoir adjudicateur. En cas de soumission sur papier et si la procédure d'appel d'offres est annulée avant la séance d'ouverture des offres, les enveloppes scellées seront retournées, sans être ouvertes, aux soumissionnaires.

L'annulation peut survenir dans les cas suivants :

- la procédure d'appel d'offres n'a pas été retenue, c'est-à-dire lorsqu'aucune offre valable sur le plan qualitatif ou financier n'a été reçue ou qu'il n'y a pas eu de réponse valable ;
- les paramètres économiques ou techniques du projet ont été fondamentalement modifiés ;

- des circonstances exceptionnelles ou de force majeure rendent impossible l'exécution normale du projet ;
- toutes les offres techniquement conformes dépassent les ressources financières disponibles ;
- il y a eu des irrégularités dans la procédure, en particulier lorsque celles-ci ont empêché une concurrence loyale ;
- L'attribution n'est pas conforme à une bonne gestion financière, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité (par exemple, le prix proposé par le soumissionnaire auquel le marché doit être attribué est objectivement disproportionné par rapport au prix du marché).

En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne sera tenu responsable de quelque dommage que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, les dommages pour perte de bénéfices, de quelque manière que ce soit, lié à l'annulation d'une procédure d'appel d'offres, même si le pouvoir adjudicateur a été informé de la possibilité d'un dommage. La publication d'un avis de marché n'engage pas le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.

21. PROTECTION DES DONNÉES

Si le traitement de votre réponse à l'appel d'offres implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (telles que les noms, les coordonnées et les CV), celles-ci seront traitées² uniquement aux fins de la gestion et du suivi de l'offre et du contrat par le responsable du traitement, sans préjudice d'une éventuelle transmission aux organismes chargés des tâches de contrôle ou d'inspection en application du droit de l'UE. En outre, étant donné que le contrat porte sur une action extérieure dans des pays partenaires en dehors de l'UE et que l'UE, représentée par la Commission européenne, agit en tant que pouvoir adjudicateur pour le compte et au profit des pays partenaires, des données à caractère personnel peuvent être transmises au pays partenaire, dans le seul but de se conformer à ses obligations en vertu du cadre législatif applicable et de la convention de financement conclue entre l'UE et le pays. Pays partenaire dans le cadre de cette procédure d'appel d'offres. Les détails concernant le traitement de vos données personnelles sont disponibles dans la déclaration de confidentialité à l'adresse

https://wikis.ec.europa.eu/spaces/ExactExternalWikiFR/pages/152799053/Annexes#_QW5uZXhlcylBbm5leGVzQShDaC4yKTpH6W7pcmFs³

Dans les cas où vous traitez des données à caractère personnel dans le cadre de la participation à un appel d'offres (par exemple, les CV d'experts clés et techniques) et/ou de l'exécution d'un contrat (par exemple, le remplacement d'experts), vous devez en conséquence informer les personnes concernées des détails du traitement et leur communiquer la déclaration de confidentialité susmentionnée.

² Conformément au règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) no 45/2001 et la décision no 1247/2002/CE (ci-après le « règlement 2018/1725 »), Journal officiel L 205 du 21.11.2018, p. 39.

³ Ce lien vous mènera à la « déclaration de confidentialité » publiée à l'annexe A13 du guide pratique et aux annexes générales.

Le traitement des données à caractère personnel liées à cette procédure d'appel d'offres par le pouvoir adjudicateur s'effectue conformément à la législation nationale de l'État du pouvoir adjudicateur et aux dispositions de la convention de financement respective.

La procédure d'appel d'offres et le contrat concernent une action extérieure financée par l'UE, représentée par la Commission européenne. Si le traitement de votre réponse à l'appel d'offres implique le transfert de données à caractère personnel (telles que les noms, les coordonnées et les CV) à la Commission européenne, celles-ci seront traitées uniquement aux fins du suivi de la procédure de passation de marché et de l'exécution du contrat par la Commission, afin que cette dernière se conforme à ses obligations en vertu du cadre législatif applicable et de la convention de financement conclue entre l'UE et le Partenaire Sans préjudice d'une éventuelle transmission aux organismes chargés des tâches de surveillance ou d'inspection en application du droit de l'UE. Pour la partie des données transférées par le pouvoir adjudicateur à la Commission européenne, le responsable du traitement des données à caractère personnel effectué au sein de la Commission est

Dans les cas où vous traitez des données à caractère personnel dans le cadre de la participation à un appel d'offres (par exemple, les CV d'experts clés et d'experts techniques) et/ou de l'exécution d'un contrat (par exemple, le remplacement d'experts), vous devez en conséquence informer les personnes concernées de la transmission éventuelle de leurs données aux institutions et organes de l'UE et leur communiquer la déclaration de confidentialité susmentionnée.

22. SYSTÈME DE DÉTECTION PRÉCOCE ET D'EXCLUSION

Les soumissionnaires et, s'ils sont des personnes morales, les personnes qui ont un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux, sont informés que, s'ils se trouvent dans l'une des situations de détection précoce ou d'exclusion, leurs données personnelles (nom, prénom s'il s'agit d'une personne physique, adresse, forme juridique et nom et prénom des personnes ayant un pouvoir de représentation, prise de décision ou de contrôle, s'il s'agit d'une personne morale) peut être enregistrée dans le système de détection précoce et d'exclusion (EDES) et communiquée aux personnes et entités concernées dans le cadre de l'attribution ou de l'exécution d'un marché public.